



GHT VAL DE SEINE ET PLATEAUX DE L'EURE
CHI Elbeuf Louviers Val de Reuil
Rue du Docteur Villers 76410 Saint Aubin les Elbeuf

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(C.C.P.)

RENOVATION ET RECONSTRUCTION DE PASSERELLES SITE DE L'HOPITAL DE LOUVIERS

PROCEDURE DE CONSULTATION : Procédure adaptée soumise aux dispositions de l'article L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.

Le présent document comporte 24 feuillets numérotés de 1 à 24

En date du 24/06/2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1	DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES	5
1.1)	Parties contractantes	5
1.2)	Pouvoir adjudicateur	5
ARTICLE 2	DEFINITION DU MARCHE PUBLIC	5
2.1)	Objet du marché.....	5
2.2)	Dispositions générales:.....	5
2.3)	Procédure de passation.....	6
2.4)	Forme du marché	6
2.5)	Durée du marché.....	6
2.6)	Lieu de réalisation	6
2.7)	Planning de réalisation des travaux	6
ARTICLE 3	REGLEMENTATION ET PIECES CONTRACTUELLES	7
3.1)	Réglementation et pièces générales	7
3.2)	Pièces contractuelles	7
3.2.a	Pièces Particulières.....	7
ARTICLE 4	PRIX OU MODALITES DE SA DETERMINATION	8
4.1)	Contenu des prix.....	8
4.2)	Variation dans les prix	9
4.2.a	Type de variation des prix	9
4.2.b	Mois d'établissement des prix du marché	9
4.2.c	Choix des index de référence	9
4.2.d	Modalités des variations des prix.....	9
4.2.e	Variations des frais de coordination	10
4.2.f	Variations provisoires.....	10
4.2.g	Application de la taxe à la valeur ajoutée	10
4.3)	Date de validité des offres	10
ARTICLE 5	EXECUTION DE LA PRESTATION.....	10
5.1)	Délai d'exécution des travaux	10
5.1.a	Calendrier prévisionnel d'exécution	11
5.1.b	Calendrier détaillé d'exécution	11
5.2)	Prolongation du délai d'exécution	11
5.3)	Pénalités pour retard.....	11
5.3.a	Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution	12
5.3.b	Pénalités et réflexions diverses.....	12
5.4)	Maitrise d'œuvre – pilotage – coordination :	12
5.5)	Contrôle technique :	12
5.6)	Coordination pour la sécurité et la protection de la santé	12

5.7)	Sous-traitance.....	12
ARTICLE 6	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS..	13
6.1)	Provenance des matériaux et produits	13
6.2)	Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	13
6.3)	Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	13
6.4)	Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage	13
ARTICLE 7	IMPLANTATIONS DES OUVRAGES	14
ARTICLE 8	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	14
8.1)	Période de préparation - programme d'exécution des travaux	14
8.2)	Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail	14
8.3)	Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	14
8.4)	Organisation, sécurité et protection de la santé des chantiers	14
8.4.a	Facilités accordées au titulaire pour l'installation et l'entretien de chantier.....	14
8.4.b	Installations à réaliser par le titulaire.....	14
8.4.c	Garde du chantier en cas de défaillance d'un titulaire	15
8.4.d	Emplacements mis à disposition pour déblais.....	15
8.4.e	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	15
8.5)	Travaux non prévus	16
ARTICLE 9	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	16
9.1)	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	16
9.2)	Réception.....	16
9.3)	Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	16
9.4)	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	16
9.5)	Documents fournis après réception.....	16
9.6)	Délais de garantie	17
9.7)	Garanties particulières	17
9.8)	Assurances.....	17
9.9)	Résiliation du marché.....	17
ARTICLE 10	FACTURATION ET PAIEMENT.....	17
10.1)	Répartition des paiements	17
10.2)	Tranche conditionnelle.....	18
10.3)	Dépenses communes – compte prorata.....	18
10.4)	Modalités de règlement des comptes	18
10.5)	Mode de règlement.....	18
10.6)	Intérêts moratoires	19
10.7)	Nantissement	19
10.8)	Paiement des sous-traitants.....	19
10.8.a	Désignation de sous-traitants en cours de marché	19
10.8.b	Modalités de paiement direct.....	20

ARTICLE 11	AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE.....	21
11.1)	Garantie financière.....	21
11.2)	Avance	21
11.2.a	Généralités	21
11.2.b	Garanties financières de l'avance	21
ARTICLE 12	MODIFICATION DU MARCHE.....	22
12.1)	Prestations exceptionnelles	22
12.2)	Fermeture ou ouverture de sites	22
12.3)	Evolution de la réglementation.....	22
ARTICLE 13	RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAUT	22
13.1)	Résiliation pour inexécution de ses obligations par le titulaire	22
13.2)	Résiliation pour insolvabilité	22
13.3)	Résiliation du marché pour changement économique.....	23
13.4)	Résiliation pour non-respect de la réglementation	23
ARTICLE 14	DISPOSITIONS DIVERSES.....	23
14.1)	Non validité partielle et titre	23
14.2)	Renonciation.....	23
14.3)	Notification électronique	23
ARTICLE 15	REGLEMENT DES LITIGES.....	24
ARTICLE 16	DEROGATIONS AU DOCUMENTS GENERAUX.....	24
	Signature et cachet de l'entreprise	24

ARTICLE 1 DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES

1.1) Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

D'une part,

Le GHT Val de Seine & Plateaux de l'Eure, représenté par l'établissement support Centre Hospitalier Intercommunal Elbeuf-Louviers-Val de Reuil, désigné ci-après « **CHIELVR** », pour son propre compte.

D'autre part,

L'opérateur économique ou le groupement d'opérateurs économiques qui conclut le marché, désigné ci-après, le «**Titulaire**».

Le maître d'Ouvrage est le représentant légal du C.H.I.E.L.V.R ou son représentant ayant reçu délégation.

Dans le cadre de l'exécution du marché public, est l'interlocuteur du titulaire : **David VANDAMME Responsable des Services Techniques**.

1.2) Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le représentant légal de l'établissement Support au GHT :

Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal d'Elbeuf-Louviers/Val de Reuil.

ARTICLE 2 DEFINITION DU MARCHE PUBLIC

2.1) Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières définit les conditions administratives dans lesquelles le titulaire du marché s'engage à assurer **les travaux de Rénovation et reconstruction de passerelles** du Centre Hospitalier Intercommunal Elbeuf - Louviers / Val-de-Reuil (C.H.I.E.L.V.R).

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.2) Dispositions générales:

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et les plans.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous éléments afférents à l'exécution des travaux. Il reconnaît avoir, notamment, avant la remise de son Acte d'Engagement :

- Pris connaissance du règlement intérieur de l'Hôpital,
- Pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Apprécié toutes difficultés inhérentes au site, aux moyens de communication et d'accès aux ressources en main-d'œuvre, etc....
- Contrôlé les indications des documents du présent dossier.
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du Maître d'Ouvrage et auprès de tous services ou autorités compétents, notamment la réglementation qui concerne la sécurité collective et d'entretien.

Le titulaire reconnaît par son engagement les documents techniques et administratifs comme complets et suffisants pour l'exécution pleine, totale et entière de ses ouvrages.

Une visite du site étant programmée, le titulaire ne pourra pas arguer d'une méconnaissance du site pour demander des travaux supplémentaires.

L'opération de travaux est décomposée en 3 lots :

- Lot 1 : GROS-OEUVRE
- Lot 2 : ETANCHEITE
- Lot 3 : METALLERIE

2.3) **Procédure de passation**

Le marché public est passé par le CHIELVR, conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique selon ordonnance n°2018-1074 du 26/11/2018 et décret n°2018-1075 du 03/12/2018, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, issu de l'arrêté 01 avril 2021.

- ☐ Appel d'offres ouvert
- ☐ Appel d'offres restreint
- ☐ Procédure concurrentielle avec négociation
- ☐ Dialogue compétitif
- ☒ Procédure adaptée
- ☐ Marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable

2.4) **Forme du marché**

Les marchés sont des marchés ordinaires.

2.5) **Durée du marché**

Les marchés publics prendront effet à compter de leur date de notification et prennent fin à compter de la plus tardive des 2 dates :

- paiement du décompte général et définitif
- fin de l'année de garantie de parfait achèvement

La notification consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le Directeur Générale du CHIELVR. Cette transmission s'effectuera via le profil acheteur du CHIELVR.

Le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat. Il s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le service acheteur du CHIELVR dans les plus brefs délais.

2.6) **Lieu de réalisation**

Les prestations sont réalisées sur le site de l'hôpital de LOUVIERS, 2 Rue Saint JEAN, 27400 LOUVIERS.

2.7) **Planning de réalisation des travaux**

Le planning sera transmis ultérieurement.

ARTICLE 3 REGLEMENTATION ET PIECES CONTRACTUELLES

3.1) Réglementation et pièces générales

La réglementation régissant les marchés est la suivante :

- Le code de la commande publique selon ordonnance n°2018-1074 du 26/11/2018 et décret n°2018-1075 du 03/12/2018
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux suivant l'arrêté du 1 avril 2021.
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux,
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation
- L'ensemble des normes françaises éditées par l'AFNOR et normes européennes, avec toutes mises à jour à la date de la signature du marché.
- Le règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public
- Le règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements de type U
- NOTA : ces documents bien que non joints au marché sont réputés connus et applicables par le titulaire
- La réglementation concernant la protection des travailleurs.
- Les obligations du Code du Travail

Les textes à appliquer sont ceux en vigueur, le premier jour du mois de la date limite de réception des offres. Ces textes, réputés connus du titulaire ne sont pas joints au dossier d'appel d'offres. Ils peuvent être retirés auprès de la Direction des Journaux Officiels - 26 Rue Desaix – 75727 PARIS Cedex 15.

3.2) Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents par ordre de priorité énumérés ci-après :

3.2.a Pièces Particulières

- Le règlement de consultation
- Les actes d'engagement par lot
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHI Elbeuf-Louviers-Val de Reuil, fait seul, foi
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) par lot dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHI Elbeuf-Louviers-Val de Reuil, fait seul, foi
- La décomposition du prix global et forfaitaire par lot
- Les plans

Ces pièces n'auront un caractère contractuel qu'après notification au titulaire du marché. En cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emportera sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

Il est rappelé que le fait d'avoir répondu à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCAP.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché public.

NOTA : il est formellement spécifié que les erreurs ou omissions relevées dans la décomposition du prix global et forfaitaire ne pourront en aucun cas conduire à des modifications de ce dernier. En conséquence, il ne pourra être argué que des erreurs ou des omissions au devis descriptif (CCTP) ou aux plans puissent dispenser le titulaire d'exécuter tous les travaux et fassent l'objet de supplément sur son prix. Les ouvrages non décrits seront traités par analogie avec ceux faisant l'objet d'une description aux CCTP et comme indiqués sur les plans.

Il est précisé également que les documents définissant le projet (plan et descriptif) se complètent mutuellement.

Enfin, par dérogation à l'article 4 du CCAG travaux et en cas de contradiction dans les pièces du marché (entre pièces graphique et pièces écrites, entre pièces écrites elles-mêmes ou entre pièces graphiques elles-mêmes), la pièce qui prévaudra sera celle retenue par le Maître d'œuvre.

Le titulaire devra inclure dans son prix cette contrainte et ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix.

ARTICLE 4 PRIX OU MODALITES DE SA DETERMINATION

4.1) Contenu des prix

Les ouvrages et prestations objet du marché seront réglés par un prix global et forfaitaire selon stipulation de l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et seront établis en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ou paiement du DGD selon article 2.5).

Le prix global et forfaitaire de l'acte d'engagement est réputé comprendre, la marge du titulaire pour défaillance éventuelle de sous-traitants chargés de l'exécution de ces lots.

Les frais relatifs à l'installation et à l'organisation collective de chantier (réfectoire, vestiaire, sanitaires, clôture périphérique du chantier, raccordements fluides et évacuations nécessaires au fonctionnement des installations de chantier, consommations diverses, nettoyage et maintenance des installations de chantier) sont à la charge du lot 1 : désamiantage – curage -gros-œuvre.

L'enlèvement des gravats générés par chaque entreprise et leur évacuation dans les filières adaptées sont à la charge de chaque entreprise.

Le nettoyage quotidien et hebdomadaire du chantier est assuré par chaque entreprise. En cas de non-respect de ces règles, le Maître d'Ouvrage fera exécuter par un prestataire extérieur le nettoyage de chantier aux frais du titulaire.

En considérant également compris dans le prix, sans que cette liste ne soit limitative :

- toutes les charges directes ou indirectes découlant de l'application du C.C.A.P et son annexe
- les frais d'études, d'exécution et de synthèse
- les frais d'études de chantier y compris les adaptations éventuelles pendant la phase d'exécution,
- les frais de reconnaissances et d'études complémentaires, (par exemple pour les fondations),
- les frais de levé de géomètre, piquetage général et spécial, nécessaires à l'implantation des ouvrages,
- les frais pour défaillance éventuelle des sous-traitants du présent marché,
- les frais d'établissement des pièces nécessaires pour la constitution du DIUO, des documents "DOE" et des dossiers d'exploitation et de maintenance à remettre au Maître de l'Ouvrage,
- les frais résultant du temps à passer pour mise au courant du personnel chargé de l'utilisation et de l'entretien des installations,
- les frais d'amenée de matériel, d'installation de chantier et de repli,
- les frais de tracé, implantation, constatation des ouvrages faits ou à faire, leur mesurage, pesage, les frais d'établissement des épures, calibres, modèles, maquettes, etc... nécessaires,

- les frais d'essais, de mise en service et de contrôle demandés par les organismes de contrôle ou demandés par le Maître d'œuvre,
- les frais de gros et petit matériel, échafaudages, équipages, outillages nécessaires à la préparation, la confection, la mise en œuvre des ouvrages et installation, y compris les frais résultant des manutentions et chargements que le chantier peut comporter,
- les frais de transport des matériaux et du matériel au lieu d'emploi et leur manutention dans l'enceinte du chantier, y compris, pour les matériels d'origine étrangère, les frais de douane ou taxes spécifiques,
- les frais résultant des mesures nécessitées par la protection des travaux jusqu'à leur réception,
- les frais résultant des mesures réglementaires ou non intéressant la sécurité des ouvriers travaillant sur le chantier, et de plus précisément celles résultant des règlements du Ministère du Travail et des recommandations de l'OPPBTP et celles demandées par la CRAM ou l'Inspection du Travail en phase chantier,
- les frais relatifs aux essais de fonctionnement et de performances des installations,
- les frais et impôts de toutes natures frappant de quelque façon que ce soit les salariés, le matériel, les ingrédients, etc... ou les ouvrages ou parties d'ouvrages,
- les frais techniques de l'application de la réglementation en matière de sécurité, appréciation des risques, etc...
- les frais relatifs à la présentation des échantillons de tous les matériaux et à leur conservation, y compris mises au point des prototypes jusqu'à approbation par le Maître d'ouvrage,
- les frais d'assurances,

Le titulaire reste responsable jusqu'à la réception des frais entraînés par la réparation (ou plus) de tous dégâts, vols ou bris sur ses ouvrages.

4.2) Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputés réglées par les stipulations ci-après :

4.2.a Type de variation des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux 4.2.c et 4.2.d du présent document.

4.2.b Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **remise de l'offre** ; ce mois est appelé « mois zéro ».

4.2.c Choix des index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet des lots est l'index **BT afférent à chaque corps d'état** appliqué à tous les prix. **Les Indices I par lot sont annexés au présent CCAP (Cf annexe 1)**

4.2.d Modalités des variations des prix

Pour tous les lots hors lot 10

La formule de révision applicable pour le calcul de l'acompte du mois « n » est donnée :

$$P_n = P_0 \times (0,15 + 0,85 (I_n / I_0))$$

P_n = prix nouveau HT calculé au mois de la révision

P_0 = Prix HT indiqué sur la proposition du candidat au marché

I_0 = valeur prise par l'indice de référence I au mois zéro

I_n = valeur prise par l'indice de référence I au mois n, date de la révision.

Les Indices I :

[Index Travaux Publics - TP02 - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - Base 2010 | Insee](#)

Conformément à l'article 9.4.4 du C.C.A.G travaux, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure. La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

A noter que tous les prix devront être arrondis au centième près supérieur.

4.2.e Variations des frais de coordination

Sans objet.

4.2.f Variations provisoires

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

4.2.g Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant des taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

4.3) Date de validité des offres

La date de validité des offres est fixée à 120 (cent vingt) jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 5 EXECUTION DE LA PRESTATION

5.1) Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est de 3 mois, compris période de préparation de chantier, à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le délai d'exécution ne peut en aucun cas être changé par le titulaire.

Le titulaire devra prévoir ses approvisionnements et fabrications pour pouvoir commencer les travaux à la date prévue.

Certains travaux pourront être commencés pendant la période de préparation.

Le titulaire s'engage à travailler dans des conditions d'effectifs et de moyens normaux suffisants pendant toutes les périodes de congés scolaires et autres de manière à ne pas causer d'arrêt de chantier. Les titulaires doivent prévoir les commandes et livraisons en conséquence afin de ne pas être en rupture de stock.

5.1.a Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution qui sera défini.

5.1.b Calendrier détaillé d'exécution

1. Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'ouvrage après consultation des titulaires dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Pour exécuter l'ensemble des ouvrages, le calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution.

Après acceptation par le ou les titulaires, dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au présent C.C.A.P., le calendrier détaillé d'exécution est visé par le maître d'ouvrage puis notifié aux titulaires.

2. Au cours du chantier et avec l'accord du ou des titulaires concernés, le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution d'ensemble fixé à l'acte d'engagement.

3. Le calendrier initial visé au 1., éventuellement modifié comme il est indiqué au 2., est notifié par ordre de service à ou aux titulaires.

5.2) Prolongation du délai d'exécution

Aucune stipulation particulière.

5.3) Pénalités pour retard

En cas de retard dans l'achèvement des travaux, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire journalière de **150 € TTC**, déduite du montant TTC de la situation en cours, comparativement au délai d'exécution prévu, **pour les marchés d'un montant HT inférieur ou égal à 150 000 €.**

Concernant les marchés d'un montant **HT supérieur à 150 000 €**, il sera fait application d'une pénalité journalière par jour calendaire, forfaitaire, **d'un montant de 1/1000ème du montant HT du marché.**

Ces pénalités seront applicables pour les levées de réserves dès que le délai fixé à l'occasion des opérations de réception sera dépassé.

En cas d'absence aux réunions de chantier, le titulaire se verra appliquer les pénalités forfaitaires, **de 150€ TTC.**

Le titulaire se verra également appliquer une retenue forfaitaire journalière pour remise de documents (pièces administratives, plans d'exécution, plans de réservations, procès verbaux relatifs aux essais, PPSPS,...) hors délais dont la demande et la date de remise sont explicitement formulées dans un compte rendu ou un courrier : **150 € TTC** sur le dernier décompte mensuel. Cette retenue sera appliquée sans mise en demeure préalable. Elle concerne les demandes formulées par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'ouvrage ou le Coordinateur.

5.3.a Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux, une retenue égale à **150,00 € TTC** sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G.-Travaux, sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

5.3.b Pénalités et réfections diverses

Pénalité encourue en cas de travail dissimulé

Une pénalité pourra être infligée au titulaire qui ne respecterait pas les obligations prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail relatif au travail dissimulé.

Dans ce cas, le montant de la pénalité applicable :

- sera égal à 10 % du montant du marché,
- ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

5.4) Maîtrise d'œuvre – pilotage – coordination :

Ses coordonnées seront communiquées ultérieurement, le cas échéant.

5.5) Contrôle technique :

Ses coordonnées seront communiquées ultérieurement, le cas échéant.

5.6) Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Ses coordonnées seront communiquées ultérieurement, le cas échéant.

5.7) Sous-traitance

Le titulaire ne peut pas sous-traiter la totalité de son marché.

Le titulaire est habilité à sous-traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à **600 € TTC**.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

L'ensemble des sous-traitants devra avoir été déclaré dans les 4 premiers mois suivant la notification du marché afin que le titulaire puisse coordonner ces derniers pour obtenir de leur part les besoins et contraintes de chacun (réservations, scellement, puissance, etc. ---).

A défaut, la Maîtrise d'œuvre et le Maître d'Ouvrage pourront refuser toute demande d'adaptation d'ouvrage due à la nomination tardive d'un sous-traitant

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- Le contrat de sous-traitance
- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue, (annexe des détails et numéro des articles de prestation à renseigner et signer par le titulaire)
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant, (cadre à faire signer par le sous-traitant)
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

- les attestations d'assurance obligatoires
- l'extrait KBIS

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article 134 du décret N° 2016-360 du 25 03 2016 portant marchés publics et à l'article 3.6 du CCAG.travaux.

Dans l'hypothèse de la présentation d'un sous-traitant à la remise des offres, le titulaire, pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitant, produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés du titulaire par le Maître d'Ouvrage. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, le titulaire produit soit le contrat de sous-traitance, soit un engagement écrit du ou des sous-traitants.

Le sous-traitant qui confie à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé est tenu de lui délivrer une caution dans les conditions définies à l'article 6 de la loi de sous-traitance du 31 décembre 1975 modifiée par la loi MURCEF du 11 décembre 2001.

Le sous – traitant dit de premier ordre devra fournir outre l'acte spécial et les documents administratifs demandés :

- La caution personnelle et solidaire obtenue auprès d'un établissement qualifié garantissant le paiement des travaux effectués par le sous-traitant de second ordre. (Article 14 de la loi N° 75-1334 du 31 12 1975, ces sous-traitants n'ont pas droit au paiement direct)
- L'autorisation du titulaire du marché pour passer l'acte de sous-traitance avec les entreprises proposées

Toute sous-traitance occulte ou déclaration tardive sera sanctionnée par une pénalité prévue à l'article 5.3) du présent CCAP.

Le titulaire veillera à ce que toute personne travaillant pour lui-même ou pour ses sous-traitants soit identifié par une fiche d'identité ou un badge comportant sa photo, son statut de salarié, l'entreprise qui l'emploie, son numéro d'enregistrement à la SS, le numéro SIRET de l'entreprise. En cas de non-respect de ces consignes, des pénalités sont prévues à l'article 4-6-2 du présent CCAP.

ARTICLE 6 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1) Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

6.2) Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3) Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Sans objet.

6.4) Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

ARTICLE 7 IMPLANTATIONS DES OUVRAGES

Sans objet

ARTICLE 8 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1) Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation comprise dans le délai d'exécution des travaux. Sa durée est de 15 jours à compter de la date de la notification du marché..

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes :

Par les soins de chaque titulaire :

- Fourniture de son délai d'exécution avec les tâches principales, les délais d'approvisionnement, les dates de commande des matériaux...
- Etablissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.94 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque titulaire (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Par les soins du maître d'ouvrage :

- élaboration, après consultation des entreprises, du calendrier détaillé d'exécution énoncé à l'article 4.1.2 ci-dessus.

Par les soins du coordonnateur pour la sécurité :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

8.2) Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Le titulaire de chaque lot doit l'ensemble des plans d'exécution nécessaires à la réalisation du projet (plans d'exécution liés à l'intégration de systèmes constructifs proposés par l'entreprise et validés par la maîtrise d'œuvre, plans de façonnage, plans d'atelier chantier, plans et détails de chantier, etc..) qui seront diffusés à la Maîtrise d'ouvrage pour Visa.

L'ensemble des documents et études complémentaires rédigés par le titulaire devront être soumis au maître d'œuvre, au bureau de contrôle et au coordonnateur SPS pour visa.

8.3) Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

8.4) Organisation, sécurité et protection de la santé des chantiers

8.4.a Facilités accordées au titulaire pour l'installation et l'entretien de chantier

Sans facilité accordée.

8.4.b Installations à réaliser par le titulaire

Selon document « dispositions communes à tous les corps d'état » et les C.C.T.P.

8.4.c Garde du chantier en cas de défaillance d'un titulaire

Sans objet.

8.4.d Emplacements mis à disposition pour déblais

Selon document « dispositions communes à tous les corps d'état » et les C.C.T.P.

8.4.e Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

B) Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les titulaires, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2- Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelque soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé à l'article ARTICLE 3 du présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

3- Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

8.5) Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des travaux en cas de dépassement de la masse initiale, la réalisation de travaux supplémentaires et la réalisation de travaux modificatifs seront subordonnées à la notification d'un ordre de service signé par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage.

Cet ordre de service sera alors notifié au titulaire

Il est rappelé que s'agissant d'un marché de travaux, un marché négocié sans publicité et sans mise en concurrence pourra être mis en place pour des prestations similaires dans les conditions définies à l'article 30-I-7° du décret N° 2016-360 du 25 03 2016

Le marché pourra également être modifié par voie d'avenant dans le cadre des articles 139 et 140 du décret N° 2016-360 du 25 03 2016

ARTICLE 9 CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1) Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Aucune stipulation particulière.

9.2) Réception

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du C.C.A.G.-Travaux :

- la réception partielle a lieu à l'achèvement de chaque phase de chaque zone ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;
- le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'ouvrage de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'ouvrage aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule conformément aux stipulations de l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

Toute intervention éventuelle d'un bureau de contrôle technique, au titre des levées de réserves, sera à la charge de l'entreprise titulaire.

Les travaux ayant fait l'objet de réserves lors de la réception devront être réalisés dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur. A défaut, ces travaux seront exécutés aux frais et risques de l'entrepreneur.

9.3) Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.4) Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

9.5) Documents fournis après réception

Les modalités de présentation des documents à fournir après réception seront conformes aux stipulations de l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues à l'article 5.3.b ci-dessus.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

9.6) Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

En outre, en application de l'article 44.2 du CCAG, si à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, l'entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations :

- ayant fait l'objet de réserves lors des opérations de réception des travaux,
- et/ou permettant de remédier aux malfaçons signalées au cours de ce délai de garantie,

celui-ci sera automatiquement prolongé jusqu'à l'exécution complète desdits travaux et prestations.

9.7) Garanties particulières

Sans objet.

9.8) Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux. Par dérogation à l'article 8.1 du C.C.A.G.-Travaux, les titulaires doivent justifier de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de leurs cotisations et ce, au moyen d'attestations précises.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code civil.

9.9) Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus aux articles 49 à 53 du C.C.A.G.-Travaux et dans le respect des dispositions de l'article 52 de ce même C.C.A.G.-Travaux.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 44 et à l'article 50 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R324-4 ou R324-7 du code du travail, conformément au 1-I- de l'article 46, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 10 FACTURATION ET PAIEMENT

Conformément à la réglementation, en vigueur, le marché est conclu en euros.

10.1) Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire du marché et à ses sous-traitants en cas d'entreprise unique. - à l'entrepreneur mandataire titulaire du marché, ses co-traitants et leurs sous-traitants en cas de groupement d'entreprises solidaires.

10.2) Tranche conditionnelle

Sans objet

10.3) Dépenses communes – compte prorata

Sans objet

10.4) Modalités de règlement des comptes

Les projets de décomptes seront présentés conformément à l'article 12 du C.C.A.G. Travaux et selon le modèle qui sera fourni au titulaire au début des travaux. Les comptes seront réglés mensuellement.

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché public par voie dématérialisée selon les modalités décrites ci-dessous :

Le titulaire doit utiliser le mode de transmission dématérialisé, il devra utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée **CHORUS PRO** (CPP2017) <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisées devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET identifiant le CHIELVR en tant que destinataire
- Le code service permettant de distinguer les différents services du CHIELVR indiqué sur le bon de commande.
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande.

Aucun envoi papier ne doit être réalisé.

10.5) Mode de règlement

Les règlements seront effectués par voie de mandat administratif, après réception de la facture, au compte indiqué dans l'acte d'engagement, par le comptable assignataire du C.H.I.E.L.V.R. : Madame le Trésorier Principal des Finances d'Elbeuf.

Conformément aux dispositions des articles n°R2192 relatifs au délai maximum de paiement et à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le délai de paiement est fixé à 50 jours à partir de la date de réception de la demande de paiement par le CHIELVR.

Toutefois, ce point de départ pourra être la date d'exécution des prestations lorsqu'elle sera postérieure à la date de réception de la demande de paiement. La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution seront constatées par le CHIELVR. A défaut, ce sera la date de demande de paiement augmentée de deux jours qui fera foi. En cas de litige, il appartiendra au titulaire d'administrer la preuve de cette date.

Le délai global de paiement, tel que défini aux articles n°R2192 du code de la commande publique, pourra être suspendu.

Cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précisera les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Le délai global de paiement sera alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le CHIELVR, un nouveau délai global sera ouvert : il sera de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension, si ce solde est supérieur à 30 jours.

En cas de changement du compte de règlement, le titulaire du marché doit impérativement, avant toute nouvelle facturation, adresser au CHIELVR un courrier indiquant qu'il désire être payé à un nouveau compte que celui indiqué dans le marché, en joignant un relevé d'identité correspondant à ce nouveau compte.

10.6) Intérêts moratoires

Le défaut de paiement, dans les délais prévus à l'article 10.5) du présent C.C.A.P., fait courir de plein droit, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement tel que défini dans l'article 10.5) du présent C.C.A.P.

Le taux des intérêts moratoires qui s'appliquera sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.7) Nantissement

Afin de permettre l'application du régime de cession ou de nantissement des créances résultant d'un marché, sont désignés :

Comme personne compétente pour fournir les renseignements indiqués section 5 des articles n°R2191 du code de la commande publique : **le pouvoir adjudicateur.**

Comme comptable assignataire : **Madame le Trésorier Principal des Finances d'Elbeuf.**

10.8) Paiement des sous-traitants

10.8.a Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le Maître d'Ouvrage et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance.

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6.1. du CCAG travaux.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au Maître d'Ouvrage ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration de sous-traitance mentionnant :

- A. Le contrat de sous-traitance ainsi que la nature et le détail des prestations (annexe à joindre) dont la sous-traitance est prévue.
- B. Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- C. Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant, signé et tamponné par le sous-traitant
- D. Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- E. Si la personne publique le demande, les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il doit être également remis une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants à payer directement :

- Le compte à créditer (RIB à fournir);
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles 127 à 131 du décret N° 2016-360 du 25 03 2016
- Le comptable assignataire des paiements.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

- que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible, d'une part avec le délai légal d'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) par le sous-traitant et d'autre part avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant;
- b) que le dit Plan Particulier soit effectivement établi et validé par le Coordonnateur Sécurité dans les délais requis. A défaut, l'agrément prononcé sera caduc. En tout état de cause, le titulaire demeure responsable en termes de délais du retard éventuel de son sous-traitant pour l'établissement du P.P.S.P.S.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article 8.4.e ci-avant (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

Au bout de 21 jours sans réponse du Maître d'Ouvrage, l'agrément du sous-traitant est tacite.

- F. Conformément à l'article 3 de la loi du 31/12/1975, le titulaire sera tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au Maître d'Ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande

10.8.b Modalités de paiement direct

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à son projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance mais n'inclut pas la TVA. (Auto-liquidation)

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des titulaires solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Pour les sous-traitants d'un titulaire du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signé par celui des titulaires du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation de prix prévue dans le contrat de sous-traitance mais n' inclut pas la T.V.A. (Auto-liquidation)

Si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Rappel : les sous-traitants de second rang n'ont pas droit à un paiement direct par le Maître d'Ouvrage

Pour l'application des pénalités, le titulaire – mandataire fera son affaire de la répartition des montants au sein du groupement. En cas de désaccord persistant entre les membres du groupement, les pénalités seront intégralement imputées selon la proposition du mandataire

ARTICLE 11 AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE

11.1) Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,00 % sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire de 5% TTC. Les conditions prévues aux articles 122 à 124 du décret N° 2016-360 du 25 03 2016 sont applicables.

Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

11.2) Avance

11.2.a Généralités

Conformément à l'article 110 du décret N° 2016-360 du 25 03 2016, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du marché est supérieur à **50 000 € HT** et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à **2 mois**.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Selon le dernier alinéa de l'article 110-II-3° du décret N° 2016-360 du 25 03 2016, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial de la tranche. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 135 du décret N° 2016-360 du 25 03 2016.

11.2.b Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

ARTICLE 12 MODIFICATION DU MARCHE

12.1) Prestations exceptionnelles

Tout avenant doit obligatoirement intervenir par écrit et être signé par les deux parties. Il fait alors partie intégrante du marché. Il sera fait application des articles n°R2194 du code de la commande publique.

12.2) Fermeture ou ouverture de sites

En cas de fermeture ou d'ouverture de site pendant la durée du marché, les prestations feront l'objet d'avenants.

12.3) Evolution de la réglementation

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le CHIELVR pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

ARTICLE 13 RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAULT

Le CHIELVR se réserve le droit de résilier le marché, à tout moment, qu'il y ait faute ou non du titulaire et ce comme indiqué au chapitre 7 du C.C.A.G-TRAVAUX.

13.1) Résiliation pour inexécution de ses obligations par le titulaire

En cas de manquement du titulaire dans l'exécution de l'une quelconque de ses obligations au titre du marché, le GHT Val de Seine & Plateaux de l'Eure prendra toutes les dispositions pour faire pourvoir immédiatement aux besoins du service aux frais et risques du titulaire sans mise en demeure préalable.

En cas de résiliation pour une inexécution de ses obligations par le titulaire, cette résiliation n'emporte aucun droit à l'indemnité de quelque nature que ce soit pour le titulaire.

13.2) Résiliation pour insolvabilité

Si le titulaire est déclaré en état de cessation de paiements ou est engagé dans toute procédure ayant pour objet de constater la cessation de paiement, le GHT pourra alors, dans les conditions du droit applicable, résilier immédiatement le marché par notification écrite par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation aura lieu de plein droit et sans formalité.

Les prestations commandées et en cours seront payées en fonction de leur état d'avancement, estimées d'un commun accord.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation, le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Maître d'Ouvrage par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le Maître d'Ouvrage adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.621.137 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.621.28 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité du titulaire.

Dans cette hypothèse, le Maître d'Ouvrage pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

13.3) Résiliation du marché pour changement économique

En cas de changement de réglementation ou de toute décision des organismes de tutelle ayant un impact tel sur l'activité du CHIELVR que l'intérêt du de ce dernier au marché et l'équilibre économique du marché soient gravement atteints, le CHIELVR pourra demander la résiliation totale du marché.

13.4) Résiliation pour non-respect de la réglementation

Le titulaire s'engage à respecter les normes juridiques en vigueur. Le titulaire reconnaît que cet engagement de sa part est un engagement essentiel et que son non-respect justifierait la résiliation du marché à ses torts.

ARTICLE 14 DISPOSITIONS DIVERSES

14.1) Non validité partielle et titre

Si l'une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues en tout ou partie pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi ou d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que le CHIELVR ou le titulaire pourront d'un commun accord convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistants.

14.2) Renonciation

Le fait pour le CHIELVR de ne pas se prévaloir d'un manquement du titulaire du marché à l'une quelconque des obligations visées dans le marché, ne saurait être interprété, pour l'avenir, comme une renonciation à bénéficier de l'obligation en cause. Le retard ou l'omission par le CHIELVR à faire valoir un droit ne peut altérer le droit en question ni même être considéré comme une renonciation à son exercice.

14.3) Notification électronique

Le CHIELVR se réserve la possibilité de notifier les documents modifiant le marché public (avenant, décompte de résiliation, acte spécial de sous-traitance etc...) par voie électronique. A cette fin, le profil acheteur du pouvoir adjudicateur sera utilisé afin de garantir la confidentialité et la traçabilité des échanges.

ARTICLE 15 REGLEMENT DES LITIGES

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation du présent marché, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément au chapitre 8 du C.C.A.G-TRAVAUX

Cette procédure de conciliation ou de tentative de règlement à l'amiable du litige pourra être réalisée par l'application de l'article 55 du C.C.A.G-TRAVAUX

En cas de litige, le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rouen (76 Seine Maritime) – France.

ARTICLE 16 DEROGATIONS AU DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations au CCAG travaux explicitées dans les articles du présent C.C.A.P. sont les suivantes :

L'article 3.2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. Travaux

L'article 9.2 déroge à l'article 41.1 et 41.3 du C.C.A.G. Travaux

L'article 9.8 déroge à l'article 8 du C.C.A.G. Travaux

Signature et cachet de l'entreprise

Précédés de la mention "lu et approuvé"

Signé le :/...../.....

A :